Réaction COVID-19 pour les cultivateurs de cacao

Le 7 avril 2020

Le réseau VOICE[[1]](#footnote-2) et ses membres se préoccupent fortement des effets du COVID-19 sur les familles qui cultivent du cacao, un groupe qui se trouve déjà dans une situation vulnérable.

**La santé et le bien-être**

Notre préoccupation immédiate est la santé et le bien-être des cultivateurs de cacao et de leurs familles qui ont un taux élevé de conditions sanitaires déjà existantes en raison de l'extrême pauvreté, du manque de nutrition adéquate (volume/variété) (1), ainsi qu'un accès insuffisant aux soins de santé les plus élémentaires (2). A part les maladies chroniques existantes (3) (4), COVID-19 ajoute un double fardeau non quantifiable et très dangereux. Tout ceci combiné avec le manque d'accès aux soins de santé, sans parler des soins de santé pandémiques (5), cela peut conduire à des conséquences catastrophiques sur la santé dans les communautés de culture de cacao.

**Des conséquences économiques directes**

Nous nous préoccupons également des conséquences économiques directes que cette crise mondiale causera pour les familles, qui ne gagnent pas du tout un salaire digne. Une diminution des prix du cacao en combinaison avec un manque d’accès au marché, en plus d’une baisse des possibilités de récolte par suite de maladie pourraient mener à une baisse considérable des revenus des ménages de cacao.

**L’industrie du cacao et du chocolat doit réagir**

Il s’agit d’un appel à l’action adressé à l’industrie du cacao et du chocolat pour qu’ils fassent tout le possible afin d’aider à protéger les cultivateurs de cacao. Vu que la crise du COVID-19 est une crise mondiale, et puisque l’industrie du chocolat est également mondiale, il est maintenant temps de démontrer les avantages d’un réseau globalisé interdépendant (6). Nous présentons quatre considérations importantes à l’industrie du cacao et du chocolat qui doit assumer sa responsabilité et nous reflétons les réactions que nous voyons dans leurs soins des travailleurs dans les pays consommateurs :

**1. Arrêt de toutes les visites de plantation non-essentielles**

* Arrêter toutes les visites non-essentielles aux communautés de cultivateurs de cacao, y compris les formations des agriculteurs, les audits etc. afin de protéger les agriculteurs dans leur village.
* Limiter les grandes réunions et – là où cela s’avère possible, dans le cadre de normes sociales/culturelles et des conditions de vie – respecter la distanciation sociale et aider les familles et les liens sociaux à s’isoler ensemble.

**2. Soutien de communication à l’égard des cultivateurs de cacao**

* Utiliser la communication de l’entreprise (SMS, mises à jour sur Facebook, distribution de dépliants, réseau pour les coopératives et les commerçants) pour renforcer les messages importants en matière de la santé de la part des ministères nationaux
* reconnaissance des symptômes, raisonnement en matière d’hygiène, isolement, rapports. A cause d’un analphabétisme important parmi les cultivateurs et d’un manque d’Internet dans les communautés rurales, plusieurs manières de communication sont nécessaires, dont par exemple la radio, la communication à travers des véhicules d’entreprises, etc.

*Quelques bons exemples sont les services digitaux de Cargill #FarmForce ou les coups d’appels directs de Sucden aux managers des coopératives et le travail de República del Cacao en Equateur.*

* Participer au partage d’informations précises et aider à démasquer les mythes.
* Renforcer le contact et l’aide du Ministère local de la Santé publique
* Partager le numéro de téléphone, l’app, le site web, les déclarations (contrairement à des mises à jours et des anecdotes de sources en ligne non vérifiées bien intentionnées).

*Par exemple, en renvoyant au numéro d’appel Corona 143 (ou 1366 SMS) de la Côte d’Ivoire et la ligne d’urgence 112 au Ghana. D’autres bons exemples sont Maya Mountain Cacao et Öke Caribe qui ont lancé des appels directs quand des informations locales n’étaient pas encore précises.*

**3. Utiliser les mécanismes existants de la chaîne d'approvisionnement pour les communautés agricoles (conformément aux plans d’intervention nationaux du COVID-19)**

* Utiliser les mécanismes existants de la chaîne d'approvisionnement, tels que les échanges de cacao et les ramassages de sacs, pour faire partie des soins de santé ; fournir un travailleur de la santé/représentant du village pour contrôler si les agriculteurs présentent des symptômes et renforcer les messages importants concernant la reconnaissance des symptômes, le raisonnement en matière d'hygiène, l'isolement, les rapports et les informations relatives au point de contact national d’aide.
* Utiliser les connexions existantes de la chaîne d'approvisionnement pour distribuer du savon et de l'eau pour l'hygiène, des soins de santé, pour imprimer et diffuser des informations gouvernementales, etc.
* Faire un inventaire des infrastructures du pays qui pourraient être utilisées pour les soins de santé d'urgence. Par exemple, l’utilisation des lieux de formation pour les tests COVID-19 ou les visites médicales, ou l’offre de centres improvisés de soins médicaux pour les volontaires sanitaires des villages. Utiliser son transport pour contribuer à l'hygiène, à la fourniture de biens et d’informations ou même pour agir en tant que "stations mobiles d'hygiène" pour les communautés.

**4. Fonds d’urgence**

Cette crise mondiale nécessitera également un soutien financier. Nous appelons le secteur à créer un fonds d'urgence avec deux objectifs :

a) mobiliser les ressources existantes pour gérer les problèmes de santé des cultivateurs de cacao pendant le COVID-19, et

b) soutenir temporairement le revenu des cultivateurs de cacao par un revenu commun de base pendant au moins avril/mai/juin 2020[[2]](#footnote-3). Cela encouragera les agriculteurs à rester à la maison et à se concentrer sur la sécurité de la famille, la garde des enfants et à travailler sur leur propre exploitation en se concentrant sur l'entretien de la ferme et la productivité des plantes de cacao.

Ce fonds doit être proportionnel à la taille du secteur du cacao et à l'ampleur du défi. La première communication de l'industrie concernant un tel fonds suggèrerait qu'il pourrait s'élever à quelques centaines de milliers de dollars. Cependant, l'impact économique pour les cultivateurs de cacao se chiffrerait en centaines de millions de dollars, peut-être même des milliards.[[3]](#footnote-4) Pour mettre les choses en perspective : lors du crash des prix de 2016, l'industrie du cacao et du chocolat a fait de gros profits alors que les agriculteurs et les gouvernements producteurs ont perdu peut-être quatre à cinq milliards de dollars. Les entreprises de cacao et de chocolat n'ont pratiquement rien fait pour soutenir leurs agriculteurs. Cela ne peut plus se reproduire.[[4]](#footnote-5)

**Le rôle des femmes**

Il est essentiel de prêter une attention particulière aux femmes, aux enfants et aux personnes handicapées. Si les mesures d’urgence ne sont pas adaptées pour bénéficier également aux femmes et aux enfants, la plupart de ces interventions atteindra seulement les hommes dans une communauté et elles ne bénéficieront pas à l’ensemble de la famille. De plus, les femmes ont plus de chances d’assumer des fardeaux supplémentaires lors de cette crise, et le risque de violences intrafamiliales accrues existe. Les interventions dans les revenus et les soins de santé doivent dès lors se concentrer spécifiquement sur les plus vulnérables afin de garantir un impact inclusif.

**Le rôle des gouvernements producteurs**

Nous soutenons l’appel d’environ 400 organisations citoyennes au Ghana, qui avancent une série de recommandations claires et appellent leur gouvernement à réagir d’une manière adéquate et transparente pour protéger les plus démunis dans cette crise en collaboration avec la société civile locale. Nous sommes d’avis que ces principes pourraient également bénéficier à d’autres pays producteurs de cacao.

*Cet article a été rédigé par Alyssa Jade McDonald-Baertl, Antonie C. Fountain – VOICE Network et Friedel Huetz-Adams – Südwind Institut. Il s’agit d’un appel à l’action reprenant une première liste d’interventions proposées pour les entreprises du cacao et du chocolat afin de contribuer à la gestion des besoins les plus urgents des producteurs de cacao dans cette crise mondiale. Nous comprenons que toutes les interventions ne seront pas toujours possibles, mais nous défierons les grandes multinationales à porter leur part de ce fardeau, vu que les cultivateurs de cacao seront gravement touchés et n’ont pas de réserves. Nous mettrons ce document régulièrement à jour.*

Bymolt R, Laven, A., Tyszler, M. . Demystifying the cocoa sector in Ghana and Côte d’Ivoire.

Holland: The Royal Tropical Institute (KIT); 2018.

2. Oyekale AS. Climate change induced occupational stress and reported morbidity among cocoa

farmers in South-Western Nigeria. 2015.

3. Arsyad DS, Nasir S, Arundhana AI, Phan-Thien K-Y, Toribio J-A, McMahon P, et al. A one health

exploration of the reasons for low cocoa productivity in West Sulawesi. One Health. 2019;8.

4. Walton M, Guest, D., Vinning, G., Hill-Cawthorne, G., Black, K., Betitis, T., Totavun, C., Butubu, J.,

Hall, J., Saul-Maora, J. Case study 1: Improving the livelihood of farmers in Bougainville. In: Walton M,

editor. One Planet, One Health. Sydney: Sydney University Press. ; 2019. p. 127-41.

5. Wang J, Xu C, Wong YK, He Y, Adegnika AA, Kremsner PG, et al. Preparedness is essential for

malaria-endemic regions during the COVID-19 pandemic. The Lancet. 2020.

6. Anderson RM, Heesterbeek H, Klinkenberg D, Hollingsworth TD. How will country-based mitigation

measures influence the course of the COVID-19 epidemic? The Lancet. 2020;395(10228):931–4.

7. Dr. Diarra Ibrahim YGNG, Abdoulaye Kouma, Andjou Chantal Eluh, Tidiane Kamagaté, Diarra Lacina

and Aka Aka Bekroudjobehon. Living Income Report - Rural Côte d’Ivoire Cocoa growing areas. Ivorian

Center for Socio Economic Research (CIRES); 2018.

8. Sally Smith DS. Living Income Report - Rural Ghana. Cocoa growing areas of Ashanti, Central,

Eastern, and Western Regions. GIZ, Sustainable Food Lab, ISEAL; 2018.

1. Le réseau VOICE est une association d’ONG et de syndicats, qui sert de surveillant et de catalyseur pour un secteur de cacao réformé. Ses membres sont [**ABVV/FGTB-Horval**](about:blank), [**Be Slavery Free (auparavant Stop The Traffik)**](about:blank), [**EFFAT**](about:blank) (observateur), **FERN**, [**Fnv**](about:blank), [**Green America**](about:blank), [**Inkota Netzwerk**](about:blank), [**International Labor Rights Forum**](about:blank), [**Mighty**](about:blank) **Earth**, [**Oxfam America**](about:blank), [**Oxfam Wereldwinkels**](about:blank), [**Public Eye**](about:blank) (observateur), [**Rikolto**](about:blank), [**Solidari**](about:blank)**dad et** [**Südwind Institut**](about:blank) [↑](#footnote-ref-2)
2. Les méthodes et les coûts des revenus dignes sont déjà calculés: La Côte d’Ivoire $454 USD (7) et le Ghana $329 USD (8). [↑](#footnote-ref-3)
3. D'autres rumeurs nous parviennent selon lesquelles les entreprises de chocolat cherchent à utiliser la baisse du prix du cacao pour compenser leurs pertes ailleurs dans leurs entreprises. Les agriculteurs - déjà structurellement appauvris - ne peuvent pas être utilisés comme des amortisseurs pour la résilience financière des sociétés multinationales. [↑](#footnote-ref-4)
4. Ceci est expliqué plus en détail dans le Baromètre du cacao 2018 (p11, p31) et a également été souligné lors des séances d'ouverture de la Conférence mondiale sur le cacao de Berlin 2018, y compris par le directeur exécutif de l'ICCO. [↑](#footnote-ref-5)